Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2179

Artikel: Transition énergétique : ne nous reposons pas sur nos lauriers : la mise en œuvre de la loi sur l'énergie ne sera pas facile : au boulot!

Autor: Longet, René

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014384

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Transition énergétique: ne nous reposons pas sur nos lauriers

La mise en œuvre de la loi sur l'énergie ne sera pas facile. Au boulot!

René Longet - 27 septembre 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32172

21 mai 2017: après une campagne longue et marquée par de nombreuses controverses, 58% des votants valident la nouvelle loi fédérale sur l'énergie (LEne) et les modifications de divers actes législatifs qui l'accompagnent. Mission accomplie? Ce serait une grave erreur que de se reposer sur ses lauriers.

Car voter une loi est une chose, la mettre en vigueur et la faire appliquer une autre. Rappelons tout d'abord les principaux engagements pris par la collectivité ce printemps:

- Une multiplication par trois de l'électricité produite par les nouvelles énergies renouvelables (essentiellement le solaire et l'éolien) (art. 2, al. 1 LEne).
- Une diminution de 43% de la consommation moyenne d'énergie par personne d'ici 2035 (art. 3, al. 1 LEne).
- L'interdiction d'accorder une autorisation générale pour la construction de centrales nucléaires (modification de la loi sur l'énergie nucléaire: art. 10A, al. 1).
- Une réduction de 130 à 95g/CO_2/km des émissions des voitures mises en circulation pour la première fois (modification de la loi sur le CO_2, art. 10, al. 1).

Trois constats

Tout d'abord, ces objectifs acquis de haute lutte restent en réalité fort modestes. L'Office fédéral de la statistique nous rappelle que notre empreinte écologique *«est 3,3 fois plus grande que les prestations et ressources environnementales globales disponibles par personne»*. Une division par trois de la consommation énergétique (facteur 3) correspond assez exactement au projet de société à 2000 Watts développé depuis 20 ans par l'EPFZ. Les exigences en matière de maîtrise du changement climatique vont dans le même sens. Dès lors une réduction de 43% en 17 ans n'est pas un maximum, mais un minimum!

Ensuite, comme tout chantier complexe, sans planning précis ni feuille de route coordonnée entre tous les acteurs, la transition n'a que peu de chances d'aboutir. Ainsi, selon la statistique officielle de l'énergie, la dépense pétrolière représente un coût pour les usagers de près de 12 milliards de francs (plus précisément 11,68 milliards en 2016), ce pétrole étant aux deux tiers affecté à la mobilité, avant tout routière, et le solde au chauffage. Cela donne une première idée des leviers d'action à mettre en œuvre – sans compter l'énergie grise.

Un monitoring régulier des avancées s'impose. Ce n'est évidemment pas juste avant les échéances retenues qu'il faudra se poser la question de l'atteinte des objectifs. Pour la sortie du nucléaire, la fixation d'un calendrier a même été sciemment écartée par le Parlement. A l'heure où le nucléaire pèse sérieusement sur les comptes de ses exploitants, cette question devra tôt ou tard être remise à l'ordre du jour.

Enfin, aucun scénario n'est exempt de difficultés. Solaire et éolien sont par nature intermittents et posent la question du stockage, tant local (batteries d'immeuble) que national (pompage-turbinage). La mobilité électrique n'est positive que si son approvisionnement provient de sources renouvelables; elle absorbera une partie des économies d'électricité prévues par la loi. On évoque une quantité représentant le 20% de la consommation.

La Banque mondiale, dans un récent rapport, met en exergue les besoins en métaux et autres éléments rares nécessités par la transition énergétique, enjeux auxquels devra répondre une approche efficiente d'économie circulaire – opération ratée pour l'informatique. Mais ces

difficultés sont à mettre en regard des risques majeurs que nous font courir le fossile et le fissile, énergies dont nous dépendons encore à 78%.

Une première étape réussie

Le facteur 3 est souvent présenté comme utopique. L'utopie consiste plutôt à nier la réalité des enjeux écologiques et la raréfaction des ressources exploitables. En 1990, un article sur la politique énergétique a été introduit ans dans la Constitution fédérale et les cantons ont mis en place de multiples actions. D'importants progrès techniques ont vu le jour. Des maisons autonomes voire positives (qui produisent davantage d'énergie qu'elles n'en consomment), des véhicules à très basse consommation et de nombreux procédés à faible demande en énergie sont apparus et commencent à se répandre.

Les efforts déjà accomplis ont permis une double stabilisation: les émissions de CO_2 et la consommation d'énergie plafonnent en Suisse depuis 1990, alors que, dans la même période, le PIB s'accroissait de quelque 45% et la population de 25%. L'évolution enregistrée correspond à une augmentation de l'efficacité énergétique d'un bon tiers! Quant à la part des énergies renouvelables, elle a progressé durant ces mêmes années de 50%, soit de 15 à 22% du bilan énergétique.

C'est sur ces acquis qu'il faut maintenant capitaliser, en faisant de l'enjeu énergétique un véritable sujet de mobilisation des forces économiques, techniques et sociales. La difficulté sera de passer d'une diminution en chiffres relatifs à une réduction en chiffres absolus. A cette fin, il faudra mettre la vitesse supérieure et modifier plus fondamentalement nos façons de faire.

Sortir de l'emprise de l'agro-industrie, de la frénésie aéronautique et des transports en général, du chauffage excessif de nos logements, de notre addiction aux véhicules surmotorisés n'est pas seulement une nécessité pour la planète, mais sera aussi bon pour notre santé. C'est autant le savoir-faire technique qui est interpellé que le comportement humain, ainsi que les représentations et les valeurs qui le guident.

Les enjeux de l'exode vers une vie meilleure

Un retour aux bases des questions d'émigration et d'immigration, à partir des travaux de l'économiste Paul Collier (1 / 2)

Wolf Linder - 30 septembre 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32189

Les réfugiés font les gros titres de la presse. L'immigration suscite des débats chargés d'émotion alors que les pouvoirs politiques se contentent de réagir avec retard, le plus souvent sans apporter de réponses satisfaisantes.

Rares sont les analyses objectives d'un phénomène qui voit des millions de personnes choisir l'exil dans l'espoir d'une vie meilleure. Rares aussi les études sérieuses de l'impact de la migration sur les pays pauvres, les pays de destination et les migrants eux-mêmes.

Parmi les publications les plus intéressantes, celles de l'économiste Paul Collier, de l'Université d'Oxford, qui étudie depuis de nombreuses années la situation économique, sociale et politique des pays africains. Ses ouvrages, *The Bottom Billion*, *Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It* (2008) et *Exodus: How Migration is Changing Our World* (2013) sont des *bestsellers* pas encore traduits en français. Nous en proposons une présentation